



FERMETURE DE LA LIGNE FERROVIAIRE MONTRÉJEAU - LUCHON

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES ATTAQUES CONTRE LE SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE SE MULTIPLIENT EN MIDI-PYRÉNÉES

Les cheminots, avec la CGT, se sont mobilisés massivement en juin pour s'opposer au projet de réforme du système ferroviaire présenté par le gouvernement.

Si pour la CGT une réforme était nécessaire, le contenu de la loi qui a été adoptée le 04 août entérine un système éclaté et non financé.

Alors que les besoins de transports voyageurs et marchandises ne cessent de croître, le nouveau système ne permettra pas de résoudre les dysfonctionnements reconnus de tous et surtout n'a pas pour ambition de développer le service public ferroviaire. Au contraire, les mauvais coups se multiplient !

- ✓ Après l'annonce de la fermeture des guichets de la gare de Cahors dès le 1er novembre du samedi 14 h au lundi matin 08 h 30, réduisant dramatiquement un service public aux usagers du Lot,

- ✓ Après l'annonce interne de la suppression d'une relation Intercité Hendaye/Toulouse (14150) privant toutes possibilités pour les usagers des Hautes Pyrénées de rejoindre Toulouse après 18 H 30,

➔ **C'est maintenant la fermeture de la ligne ferroviaire Montréjeau-Luchon qui va être officiellement annoncée par RFF et SNCF!**

Cette fermeture (qui, d'après nos informations, pourrait avoir lieu le 18 novembre) est contraire à toute notion d'aménagement du territoire, prive les vallées du Comminges et du Val d'Aran du transport ferroviaire, constitue une nouvelle attaque contre le service public et aura des conséquences graves pour l'essor économique et touristique de ces territoires !

Ces différentes attaques en Midi-Pyrénées conjointement à la volonté de la Direction nationale de supprimer les contrôleurs sur les trains ou encore aux annonces du Gouvernement qui entend libéraliser le transport en autocar sur le territoire national confirment que la rentabilité à court terme a clairement pris le pas sur la réponse aux besoins des populations.

Il n'aura donc pas fallu longtemps pour s'apercevoir que les cheminots avaient raison de proposer une autre réforme et s'opposer au contenu de cette loi dont le premier objectif est de répondre aux injonctions de Bruxelles et de faciliter l'ouverture à la concurrence.

La CGT va continuer à oeuvrer avec les usagers et leurs associations pour maintenir et développer un service public ferroviaire de qualité qui répond aux besoins de tous les citoyens de Midi-Pyrénées et pas seulement ceux proches des métropoles!

POUR LA CGT, L'AVENIR DU TRAIN NE DOIT PAS PASSER PAR LE BUS !

Toulouse le 22 octobre 2014